



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
9 septembre 2020
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité des droits de l'enfant
Quatre-vingt-cinquième session (en ligne)
14 septembre-1^{er} octobre 2020
Point 1 de l'ordre du jour provisoire
Adoption de l'ordre du jour

Ordre du jour provisoire annoté**

Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Questions d'organisation.
3. Soumission de rapports par les États parties.
4. Examen des rapports des États parties.
5. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organismes compétents.
6. Méthodes de travail du Comité et processus de renforcement des organes conventionnels.
7. Activités menées par le Comité au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications.
8. Journée de débat général.
9. Observations générales.
10. Sessions futures.
11. Questions diverses.

Annotations

1. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 9 de son règlement intérieur, le Comité des droits de l'enfant peut réviser l'ordre du jour et, s'il y a lieu, ajouter, ajourner ou supprimer des points. Seuls des points urgents peuvent être ajoutés à l'ordre du jour.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (22 septembre 2020).

** Le présent document est soumis aux services de conférence après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



L'ordre du jour provisoire de la quatre-vingt-cinquième session, qui se tiendra en ligne et sera réduite en raison des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), a été établi par le Secrétaire général, en concertation avec la présidence du Comité, conformément à l'article 6 du règlement intérieur.

2. Questions d'organisation

La session se tiendra exceptionnellement en ligne, du 14 septembre au 1^{er} octobre 2020. Le Comité tient à souligner que la tenue en ligne d'une session réduite, en raison des circonstances extraordinaires dues à la pandémie de COVID-19, revêt un caractère exceptionnel et que les sessions en ligne ne devraient pas devenir la norme. La session s'ouvrira le lundi 14 septembre à midi, heure de Genève.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur, les séances du Comité sont publiques, à moins que le Comité n'en décide autrement. En raison des circonstances extraordinaires, toutes les séances seront privées, sauf pour l'ouverture et la clôture de la session.

Au titre du présent point, le Comité examinera le programme de travail de la session ainsi que toute autre question concernant l'accomplissement des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la Convention.

3. Soumission de rapports par les États parties

Rapports reçus

Les rapports qui devaient être examinés à la présente session le seront au cours de sessions futures. Outre ces rapports et ceux mentionnés dans l'ordre du jour provisoire de la session précédente (CRC/C/84/1), le Secrétaire général a reçu les rapports suivants sur la mise en œuvre de la Convention :

Convention relative aux droits de l'enfant

<i>État partie</i>	<i>Attendu en</i>
Congo	2019
Égypte	2020
Lituanie	2019
Luxembourg	2020
Paraguay	2017
Pologne	2020
République dominicaine	2020
Soudan du Sud	2017
Togo	2017

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

<i>État partie</i>	<i>Attendu en</i>
Sénégal	2006
Togo	2007

**Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant,
concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants
et la pornographie mettant en scène des enfants**

<i>État partie</i>	<i>Attendu en</i>
Brésil	2013
Finlande	2014
Sénégal	2006

Rapports en retard

Conformément à l'article 71 du règlement intérieur, le Secrétaire général est tenu de faire part au Comité, à chaque session, de tous les cas de non-soumission de rapports. La liste complète des rapports initiaux et périodiques attendus au titre de la Convention, du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants est disponible à l'adresse http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Countries.aspx.

4. Examen des rapports des États parties

Les rapports des États parties suivants devaient être examinés à la session : Afghanistan, Cambodge, Chypre, Eswatini, Tchéquoie et Tunisie.

L'article 72 du règlement intérieur dispose que les représentants des États parties sont invités à assister aux séances du Comité auxquelles leurs rapports sont étudiés, participent aux débats et répondent aux questions portant sur le rapport.

Conformément à l'article 9 de son règlement intérieur, le Comité a modifié l'ordre du jour provisoire de la session afin de reporter l'examen des rapports des États parties susmentionnés à des sessions futures, compte tenu du fait qu'aucune séance ne se tiendrait en présentiel pendant la session, en raison de la pandémie actuelle de COVID-19.

5. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organismes compétents

Le Comité continuera d'examiner de quelle manière il pourrait renforcer encore sa coopération avec divers organismes compétents en vue d'améliorer la promotion et la protection des droits de l'enfant.

6. Méthodes de travail du Comité et processus de renforcement des organes conventionnels

Le Comité poursuivra sa discussion sur l'organisation de ses travaux futurs et sur la procédure à suivre pour l'examen et le suivi des rapports des États parties. En particulier, il débattera de questions liées à ses méthodes de travail et poursuivra sa discussion sur le suivi du processus de renforcement des organes conventionnels et l'examen de 2020.

7. Activités menées par le Comité au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications

Le Comité examinera toute communication et tout renseignement qu'il aura reçus concernant le Protocole facultatif.

8. Journée de débat général

À sa quatre-vingt-unième session, le Comité a décidé que sa prochaine journée de débat général porterait sur les droits des enfants qui risquent d'être placés ou de vivre dans une structure de protection de remplacement. Compte tenu de la pandémie actuelle de COVID-19, la journée de débat général a provisoirement été reportée à septembre 2021.

9. Observations générales

Le Comité continuera de travailler sur sa nouvelle observation générale, consacrée aux droits de l'enfant dans l'environnement numérique.

10. Sessions futures

Le Comité sera informé de tout fait récent ayant une incidence sur le calendrier de ses sessions à venir.

11. Questions diverses

Les membres examineront, si nécessaire, toute autre question intéressant les travaux du Comité.
